

Conférence de presse de rentrée 2026

Mesdames et Messieurs les représentant·es de la presse,

Depuis plusieurs semaines, la Suisse connaît déjà ce qui risque de devenir l'une des caractéristiques des étés de demain : des épisodes de chaleur plus précoces, plus intenses et plus longs.

Lors des derniers épisodes de chaleur, plusieurs cantons ont dû prendre des mesures exceptionnelles. Les autorités ont activé leurs plans canicule et les établissements scolaires ont adapté leur fonctionnement. À Genève, l'obligation de fréquentation scolaire a été temporairement levée pour les plus jeunes élèves ; plusieurs villes romandes ont modifié le programme des festivités des derniers jours d'école en annulant notamment certains défilés traditionnels ; en Suisse alémanique, des écoles des cantons de Lucerne et de Zurich ont adapté l'emploi du temps avec l'arrêt régulier des cours à midi en raison de la chaleur.

Ces décisions étaient nécessaires. Mais elles posent une question plus fondamentale : **nos écoles sont-elles prêtes à affronter les conditions du XXI^e siècle ?**

C'est cette question que le Syndicat des Enseignant·es Romand·es souhaite mettre au centre du débat à l'occasion de cette rentrée scolaire.

Lorsque l'on parle d'école, on évoque souvent les programmes, les moyens d'enseignement, le numérique ou la formation des enseignant·es. On parle beaucoup plus rarement des lieux dans lesquels ces apprentissages se déroulent.

Pourtant, ils constituent le cadre qui rend tout le reste possible.

Une grande partie du patrimoine scolaire suisse a été conçue au siècle dernier. Ces bâtiments ont parfaitement rempli leur mission. Ils ont accueilli des générations d'élèves et accompagné l'évolution de notre société. Mais l'école, elle, a changé. Les méthodes d'enseignement se sont diversifiées, les besoins en matière de collaboration, d'inclusion et de travail en équipe se sont renforcés. Les espaces scolaires ne servent plus uniquement à transmettre des connaissances ; ils doivent aussi favoriser les échanges, l'autonomie, l'accompagnement des élèves et le bien-être de toutes celles et ceux qui fréquentent l'école.

Dès lors, la question n'est plus de savoir si nos bâtiments ont bien servi jusqu'à présent. La question est de savoir s'ils permettent encore de répondre aux besoins actuels.

Nos écoles ne sont pas de simples infrastructures. Elles constituent de véritables outils éducatifs.

La qualité de l'air que l'on respire, la lumière naturelle, l'acoustique d'une salle, la possibilité de travailler dans des espaces modulables ou encore l'accès à des cours d'école agréables influencent directement les apprentissages, la concentration et les conditions de travail. Les fortes chaleurs que nous connaissons aujourd'hui rendent cette réalité particulièrement visible.

Les effets des fortes chaleurs sur les apprentissages ne relèvent plus de l'hypothèse. Ils sont établis par plusieurs travaux de référence. Les recherches de Park, Behrer et Goodman (2021), publiées dans *Nature Human Behaviour*, montrent que la chaleur réduit les acquis scolaires à grande échelle. Plus récemment, Benjamin Krebs (2024) a confirmé ce phénomène en observant une baisse mesurable des performances cognitives dans l'exécution de tâches mathématiques réalisées plus d'un million de fois. Ces résultats convergent : lorsque les températures augmentent, les capacités d'apprentissage et de concentration diminuent.

Et pourtant, de nombreux établissements n'ont pas été conçus pour faire face à des périodes de chaleur qui deviennent désormais récurrentes.

Nous ne pouvons donc pas nous contenter de mesures d'urgence prises au coup par coup lorsque les températures explosent. Lorsque les écoles doivent annuler certaines activités, déplacer des classes ou adapter leur organisation, elles gèrent les conséquences d'un problème plus profond : celui d'infrastructures qui n'ont pas été pensées pour le climat qui est désormais le nôtre.

L'enjeu est donc d'agir en amont. Il s'agit d'intégrer systématiquement les questions climatiques dans la conception et la rénovation des écoles, de privilégier des solutions durables — protection solaire, rafraîchissement nocturne, végétalisation des cours et des abords — mais aussi de mieux connaître la réalité du terrain grâce à un suivi régulier de la température, de l'humidité et de la qualité de l'air dans les salles de classe.

Aujourd'hui, nous manquons encore de données précises permettant d'évaluer objectivement la situation à l'échelle du pays.

Nous avons besoin d'un état des lieux coordonné et d'une vision à long terme.

Concrètement, le SER appelle les autorités communales et cantonales à engager une réflexion de fond sur l'avenir du patrimoine scolaire autour de quatre priorités : établir un état des lieux coordonné des bâtiments scolaires afin d'identifier les besoins de rénovation et d'adaptation ; intégrer systématiquement les besoins pédagogiques, climatiques et énergétiques dans les projets de construction et de rénovation ; associer les élèves, les

enseignant·es et l'ensemble du personnel scolaire à la conception des espaces qu'ils occupent quotidiennement ; et renforcer la résilience climatique des établissements grâce à la végétalisation, au suivi des conditions climatiques et aux mesures de protection contre les fortes chaleurs.

Le message du SER est clair : investir dans le patrimoine scolaire, c'est investir dans l'éducation.

Ces investissements ne doivent plus être considérés comme de simples dépenses d'entretien ou de construction. Ils constituent un investissement éducatif, parce qu'une école moderne ne se résume pas à ce qui s'enseigne entre quatre murs. Elle dépend aussi de la qualité de ses salles, de ses cours et de ses espaces de vie.

Préparer l'avenir de l'école, c'est aussi préparer l'avenir de ses bâtiments. Si nous voulons une école capable de relever les défis du XXI^e siècle, nous devons lui offrir les infrastructures qui lui permettront de le faire.

Berne, le 13 août 2026

Contact presse :

David Rey, président du SER

+41 79 371 69 74

d.rey@le-ser.ch